

RESUMÉ

Titre : Penser le fait prostitutionnel. Enjeux moraux et politiques de la question sanitaire dans le traitement sociétal d'une activité stigmatisée

Cette recherche s'efforce d'articuler le niveau macrosocial des fondements normatifs, historiquement situés, sous-tendant le fait prostitutionnel et l'échelle plus microsociale des actions de santé conduites auprès des personnes se prostituant.

La première partie de la thèse interroge la nature problématique de la prostitution pour la démarche sociologique, du fait des antagonismes qu'elle suscite, et met en exergue la nécessité d'affronter cette particularité en explicitant les idéaux engagés dans la controverse. Outre cette clarification permettant de rapporter de telles dissensions à la question de la libre disposition de soi face à l'érosion des modes de régulation traditionnels, le fait d'« historiciser » le phénomène concerné amène à constater que celui-ci a perdu tout caractère d'évidence dans nos sociétés occidentales contemporaines, contrevenant désormais aux schèmes de pensée qui gouvernent notre sexualité. La seconde partie de l'analyse présente les résultats d'une enquête ethnographique effectuée en Belgique et en France au sein d'associations réalisant des actions de prévention des infections sexuellement transmissibles ou proposant des consultations médicales dédiées aux prostituées. Complétée par un examen de l'utilisation du registre sanitaire dans la littérature militante, cette étude comparative a permis de faire ressortir les enjeux moraux et politiques impliqués dans la définition des risques menaçant les intéressées mais aussi la participation de ces interventions à la mise en forme collective de l'expérience prostitutionnelle.

Mots-clés : prostitution, action publique, sexualité, fait moral, épistémologie wébérienne, archéogénéalogie foucauldienne, santé, sida, stress post-traumatique

Mme Véronique GUIENNE, Professeur de sociologie à l'Université de Nantes, directrice de thèse

M. Jean-Michel CHAUMONT, Professeur de sociologie à l'Université catholique de Louvain (Chaire Hoover d'éthique économique et sociale), chercheur qualifié du FNRS, co-directeur de thèse

M. Alain GIAMI, Directeur de recherche à l'INSERM (Equipe « sexualité, société, individu », U - 569 Kremlin Bicêtre), rapporteur

M. Lilian MATHIEU, Sociologue, Directeur de recherche au CNRS (Centre Max Weber, Ecole normale supérieure de Lyon), rapporteur

Mme Nathalie RICHARD, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université du Maine, présidente du jury

M. Jacques MARQUET, Professeur de sociologie à l'Université catholique de Louvain, examinateur

M. Jean DANET, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Nantes, examinateur